



MARCHE PUBLIC N°2024-008

**Mise en conformité de PSL au Règlement général de la protection
des données personnelles**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P)

Pouvoir adjudicateur : Groupement de commandes

Université Paris sciences et lettres

Et

Fondation Paris sciences et lettres

60 rue Mazarine 75006 Paris

Représenté par : Le Professeur MOUHOUD El Mouhoub

Marché passé en application du Code de la commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019

Table des matières

I.	Contexte général	3
I.1	L'université	3
I.2	La fondation	3
I.3	Effectifs de PSL (Université et Fondation)	4
II.	Caractéristiques du marché	4
II.1	Objet du marché.....	4
II.2	Allotissement.....	5
II.3	Durée.....	5
II.4	Forme du marché	5
II.5	Lieux d'exécution du marché	5
II.6	Description SOMMAIRE des prestations.....	5
III.	Exigences : prestations attendues	6
III.1	Réunion de démarrage.....	6
III.2	Recensement et cartographie du traitement des données personnelles pour la fondation et l'université PSL	6
III.3	Mise en conformité au RGPD pour l'université et la fondation	7
III.4	Formation du personnel.....	7
IV.	Livrables attendus.....	7
V.	Admission de livrables	8
VI.	Organisation de la mission	8
VI.1	QUALIFICATIONS.....	8
VI.2	LES INTERVENANTS	8
VI.3	AGREMENT	8
VI.4	LE COMITE DE PILOTAGE	9
VII.	Pièces constitutives du marché	10
VIII.	Prix du marché.....	10
VIII.1	Forme et détermination du prix	10
IX.	Modalités de règlement des comptes	11
IX.1	Modalités de paiement	11
IX.2	Présentation des demandes de paiements.....	11
X.	Confidentialité	12
XI.	Traitement des données personnelles	13
XI.1.1	Obligations générales du titulaire	13
XI.1.2	Sécurité et violation des données personnelles	14
XII.	Assurances	15
XIII.	Pénalités.....	15
XIV.	Résiliation du marché	16

XV. Droit et Langue	16
XVI. Recours	16
XVII.Dérogation CCAG	16

I. CONTEXTE GENERAL

I.1 L'UNIVERSITE

Située au cœur de Paris, l'Université PSL (Paris Sciences et Lettres) est née de la longue histoire intellectuelle et scientifique de ses 10 établissements composantes, qui, à travers elle, ont décidé de se construire un avenir commun. Sa collégialité est une richesse : elle lui permet de faire dialoguer tous les domaines du savoir, de l'innovation et de la création, en sciences, sciences humaines et sociales, arts et ingénierie.

La particularité tient au fait que l'Université PSL est composée à ce jour de 10 établissements-composantes, de deux membres associés et d'ONR. Toutefois, chaque établissement -composante, membre associé ou ONR a conservé sa personnalité morale.

Le présent marché ne concerne ici que la seule entité, personne morale, Université PSL et aucun établissement composante, membre associé ou ONR.

L'Université PSL offre une formation au plus près de la recherche menée dans ses laboratoires, tout en favorisant la circulation entre les disciplines et entre les établissements. Elle choisit ses étudiantes et ses étudiants sur la base de leur potentiel et de leur talent. Elle défend l'égalité des chances et promeut la diversité sociale, culturelle et géographique.

L'Université PSL jouit d'un environnement scientifique parmi les plus denses au monde. Elle entretient des partenariats forts avec de grandes universités internationales et participe à la circulation des idées, des talents et des cerveaux.

L'Université PSL est une université responsable. Ses personnels sont engagés dans des missions de service public ; ils contribuent aux politiques et aux débats nationaux. Elle encourage et valorise l'engagement, notamment associatif, de ses étudiants. Elle tient compte des objectifs de développement durable dans ses recherches, ses formations et ses activités. Sa politique de ressources humaines soutient la qualité de vie au travail, le développement de carrière et l'inclusivité.

L'Université PSL est un établissement collégial dont les écoles proposent des formations, portées conjointement ou non, en prise avec de nombreux enjeux cruciaux pour notre société. Ces thématiques intéressent tout spécialement les lycéens, les étudiants et leurs familles, mais aussi les enseignants et les chercheurs en France et dans le monde. Dans une démarche de recrutement, l'Université PSL doit donner plus de visibilité et de cohérence à son offre de formation sur les « grands enjeux » contemporains, une offre qui se distingue par sa grande variété et son adossement à la recherche au plus haut niveau.

I.2 LA FONDATION

La Fondation PSL, fondation de coopération scientifique, est régie par les dispositions des articles L. 344-11 et suivants du code de la recherche, ainsi que par ses statuts modifiés tels qu'approuvés par décret du 24 septembre 2020. Elle a pour objet de soutenir et d'accompagner l'Université Paris sciences et lettres dans la réalisation de l'ensemble de ses actions et missions, dont elle est établissement-composante au sens de l'article 2 des statuts de l'université approuvés par le décret n°2019-1130 du 5 novembre 2019 modifié.

La fondation est mise au service des projets stratégiques et innovants de l'université en recherche, formation, innovation ou diffusion des savoirs. Animée par une double vision d'excellence et d'égalité des chances, elle contribue, grâce aux dons des particuliers et des entreprises, au financement d'initiatives multiples (chaires, bourses, logement, etc.) et gère directement ou indirectement les droits de propriété intellectuelle ou industrielle relatifs à ses activités.

I.3 EFFECTIFS DE PSL (UNIVERSITE ET FONDATION)

- Environ 250 collaborateurs à PSL à ce jour répartis sur les différents sites.
- 11000 candidats sur la plateforme Salesforce de candidature Master tout établissement confondu,
- 746 étudiants en CPES.

L'Université est organisée autour de plusieurs directions/ services :

- Direction de la Communication, du partage des savoirs et du marketing ;
- Service des Instances et des relations avec les élus ;
- Direction de la Recherche ;
- Direction de la Formation ;
- Direction de la Vie étudiante et de Campus ;
- Direction partenariats et du développement ;
- Direction des Relations internationales ;
- Direction de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat ;
- Direction de la politique documentaire et de la science ouverte ;
- Direction d'aide au pilotage et qualité ;
- Direction des Affaires juridiques ;
- Direction des Systèmes d'information ;
- Direction des finances ;
- Direction des Ressources humaines ;
- Direction de l'immobilier.

L'ensemble de ces Directions/services est mutualisé avec les activités de la Fondation PSL.

Les différents sites de PSL

PSL dispose de différents sites dont la dénomination et les adresses sont ci-dessous :

Sites	Adresses
Siège de PSL	60 rue Mazarine, 75006 Paris
Mazet	5 Rue Henri Mazet, 75006 Paris
Censier	33 rue Censier, 75005 Paris
Amyot	3 Rue Amyot, 75005 Paris
Estrapade	16 B rue de de l'Estrapade 75006 Paris
IC (Institut Curie)	26 Rue d'Ulm, 75005 Paris
Jourdan	48 Boulevard Jourdan, 75014 Paris

II. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

II.1 OBJET DU MARCHE

Prestations de mise en conformité au RGPD de l'Université PSL et de la Fondation de coopération scientifique PSL.

II.2 ALLOTISSEMENT

Le présent n'est pas alloti en raison de la nécessité d'assurer une cohérence globale des prestations. Leur indivisibilité technique et juridique, ainsi que l'interdépendance des différentes missions requièrent une approche unifiée du marché.

II.3 DUREE

La durée du marché est treize (13) mois à compter de sa notification. La réalisation de l'ensemble des prestations décrites aux articles III et IV ci-après est évaluée entre 6 mois à 12 mois maximum. Le démarrage de la mission devra se faire dans le mois qui suit la notification du marché.

II.4 FORME DU MARCHE

Le marché prend la forme d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

II.5 LIEUX D'EXECUTION DU MARCHE

Les prestations s'exécutent principalement sur les différents sites de PSL.

II.6 DESCRIPTION SOMMAIRE DES PRESTATIONS

Le marché couvre des prestations de mise en conformité au RGPD de l'Université PSL et de la Fondation PSL. Cette mise en conformité se traduira par :

- un audit des différentes directions pour faire l'état des lieux de l'Université PSL et de la Fondation PSL. Cet audit se fera notamment par la tenue d'ateliers. Cet audit a pour objet de recenser les différents traitements de données personnelles collectées, d'une part, par l'Université PSL, d'autre part, par la Fondation. Cet audit aura aussi pour objet d'identifier les traitements de données nécessitant une évaluation d'Impact sur la Protection des Données (EIPD) y compris ceux collectés via des logiciels et, si cela s'avère nécessaire, de proposer des processus d'évaluation d'impact conforme aux exigences du RGPD ;
- la restitution de l'audit au Comité de pilotage puis les réunions périodiques décrites à l'article V ci-après ;
- la réalisation d'études d'impact des traitements pour l'université. Le tableau suivant précise le nombre d'études répertoriées à réaliser :

Domaine	Logiciels	évolution 2025
Rh	O365, Winpaie+Rh, Lucca, Edocperso, SalesForce	Marché SIRH Fondation
Scolarité (incluant élections)	ERP Helisa, LimeSurvey, Vtiger	
Candidature	SalesForce, OwnBackup, Mailchimp	
Mécénats et partenariats extérieurs	SalesForce, OwnBackup	
Vie étudiante	Qare (santé)	voir OnePSL30
Marketing	Landing, Psl.eu, Salesforce/Pardot, Zapier, OwnBackup	
Gestion des identités	Annuaire Supann, Active Directory, Azur AD, solution EO, plateforme Makila (Méta annuaire)	LemonLdap, France Connect et FIN
tout domaine	OnePSL30, Ksup, Docuware, Centre de données PSL	Espace Connecté étudiants/Enseignants, démarche étudiante (logement, aides sociales), candidature ENS
Dsi	Passerelle de sécurité, Téléphonie	
Recherche	Adum	
Administration	Missions et conventions	
Sécurité	Contrôle d'accès	évolution contrôle d'accès / Carte européenne

- l'établissement de procédures internes pour le suivi de la mise en conformité en vue de l'actualisation régulière du registre de traitements de la Fondation PSL et de l'Université notamment ;
- l'établissement de la politique de conservation de données respectivement pour l'Université PSL et la Fondation PSL ;
- l'établissement de la politique de confidentialité du site web de l'Université ;
- la formation et la sensibilisation des agents de l'Université et salariés de la Fondation au RGPD, y compris sur les procédures internes qui seront proposées et validées par le Comité de pilotage, ainsi que sur la gestion de la conservation des données.

III. EXIGENCES : PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues pour l'exécution du présent marché sont les suivantes :

- Une réunion de démarrage au lancement des prestations
- Le recensement et la cartographie des données des personnes (université et Fondation)
- La mise en conformité des données recenser
- La formation du personnel

III.1 REUNION DE DEMARRAGE

Une réunion de lancement commune avec les interlocuteurs désignés par l'Université PSL et la Fondation PSL sera organisée par l'Université/Fondation PSL.

Ces membres constitueront le comité de pilotage décrit à l'article V ci-dessous.

III.2 RECENSEMENT ET CARTOGRAPHIE DU TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES POUR LA FONDATION ET L'UNIVERSITE PSL

Le titulaire devra auditer l'ensemble des données personnelles détenues par les Directions et services et correspondant respectivement aux missions de l'Université et à celles de la Fondation, à savoir notamment sans que cette liste soit exhaustive :

- les données RH/ informatique ;
- les données des inventeurs / liées aux relations fournisseurs et aux relations partenaires ;
- les données concernant les étudiants y compris des données de santé et les sanctions disciplinaires ;
- les données liées à la communication (site web/ newsletter, liste de contacts) ;
- les données liées aux donateurs et prospects (base de données).

Il devra identifier tous les types de données personnelles, les traitements dont elles font l'objet, la façon et les endroits où elles sont stockées et comment elles sont diffusées au sein de l'Université et la Fondation PSL et, de manière plus globale, avec ses interlocuteurs.

Le titulaire réalisera ensuite l'analyse des processus existants lui permettant d'identifier les points de collecte, de stockage et de traitement afin d'évaluer les risques, l'impact et la probabilité de ces risques.

III.3 MISE EN CONFORMITE AU RGPD POUR L'UNIVERSITE ET LA FONDATION

Ce plan d'action comprendra :

- rédaction du registre de traitements des données personnelles respectivement pour la Fondation et pour l'Université. Il est exigé que ces deux registres de traitements de données soient élaborés sur le modèle de registre de la CNIL. Ce registre devra pour chaque entité et chaque traitement de données être complété selon les exigences de la CNIL (notamment objet, finalités, durée de conservation, mesures de sécurité, transfert des données...)
- la rédaction de la politique de conservation des données respectivement pour la Fondation et l'Université ;
- l'élaboration de procédures internes pour garantir le respect de ces politiques,
- l'élaboration des études d'impact visées à l'article I et éventuellement celles identifier lors de l'audit par le titulaire ;
- rédaction de la politique de confidentialité du site web de l'Université PSL et de la Fondation PSL.

III.4 FORMATION DU PERSONNEL

Le titulaire sera amené à organiser une ou plusieurs sessions de formation pour sensibiliser les agents de l'Université et les salariés de la Fondation aux principes du RGPD.

Les sessions pourront être organisées en visioconférences.

IV. LIVRABLES ATTENDUS

La prestation attendue aboutira aux livrables suivants :

- Registre des activités de traitement des données personnelles pour l'Université PSL ;
- Registre des activités de traitement des données personnelles pour la Fondation PSL ;
- Politique de conservation des données respectivement pour l'Université ;
- Politique de conservation des données respectivement pour la Fondation ;
- Procédures internes pour garantir le respect de ces politiques ;
- Politique de confidentialité du site web de l'Université PSL et de la Fondation PSL ;

- Analyse d'impact des traitements pour l'Université PSL ;
- Formation et sensibilisation du personnel y compris sur les procédures internes qui auront été admises par les représentants de PSL au sens de l'article V ci-après et sur la politique de conservation de données. Les formations sont certifiées par des attestations de présence ;
- Compte-rendu des réunions du Comité de Pilotage.

Il est exigé du titulaire que la mission n'excède pas douze (12) mois. Un planning prévisionnel sur la base de son mémoire technique détaillant la méthodologie sera remise à l'appui de son offre.

Lors du premier Comité de pilotage, le titulaire présentera son calendrier prévisionnel qui détaillera les délais de remise par livrable. Ce calendrier pourra être revu à la marge et d'un commun accord entre les représentants de PSL et ceux du titulaire. A l'issue de ce premier Comité de pilotage, ce calendrier détaillé par livrable deviendra définitif.

Le respect de ce calendrier sera systématiquement inscrit à l'ordre du jour du Comité de pilotage. Pour des raisons qui ne tiennent pas au titulaire et par exception, le calendrier pourra être actualisé par le Comité de pilotage dans la limite de la durée maximale de la mission d'une année.

V. ADMISSION DE LIVRABLES

Les livrables seront adressés par mail à la Directrice Générale des services et au Délégué à la protection des données.

Les modalités d'admission, d'ajournement ou de rejet sont celles prévues aux articles 27 à 33 du CCAG FCS en vigueur à la date de la notification du présent marché.

En cas de rejet ou d'ajournement, le titulaire convoquera en urgence le Comité de pilotage pour que les représentants de PSL en exposent les motifs au titulaire. Le Comité de pilotage définit les exigences de reprise conformément aux modalités prévues à l'article VI ci-après.

VI. ORGANISATION DE LA MISSION

VI.1 QUALIFICATIONS

Le titulaire s'engage à ce que les personnes présentées au titre du marché aient la qualification requise notamment être certifiées RGPD avec une formation juridique.

VI.2 LES INTERVENANTS

PSL désignera un responsable du suivi de l'exécution du marché. Pour sa part, le titulaire désignera :

- Un chef de projet responsable du suivi du marché ;
- Un responsable opérationnel des prestations.

VI.3 AGREMENT

En cas de changement de la personne nommément désignée pour assurer l'exécution d'une prestation définie dans le présent contrat le titulaire du contrat s'engage à soumettre préalablement à l'approbation du pouvoir adjudicateur le nom et les qualifications de la nouvelle personne proposée.

Cette demande d'agrément devra être faite par écrit et adressée au pouvoir adjudicateur dans un délai de 5 jours ouvrables avant la date prévue du changement. PSL dispose d'un délai de 10 jours pour notifier sa décision par écrit.

En l'absence de réponse de PSL dans ce délai, le changement sera considéré comme approuvé. Toutefois, il se réserve le droit de refuser le changement proposé, notamment si la nouvelle personne ne présente pas les qualifications, l'expérience ou les compétences équivalentes à celles de la personne initialement désignée. Dans ce dernier cas, le titulaire dispose à nouveau d'un délai de 15 jours à compter de la notification de refus pour présenter un nouveau profil (CV). Le pouvoir adjudicateur valide dans un délai de 5 jours le nouveau profil présenté. En cas de nouveau refus notifié et/ ou en l'absence d'intervenant dument agréé, il encourt des pénalités prévues à l'article X.IV. du présent CCP. Le mécanisme pourra se répéter jusqu'à l'acceptation par PSL du remplaçant. Le pouvoir adjudicateur se réserve en outre la possibilité de résilier le contrat conformément à l'article 41.1. du CCAG-FCS.

VI.4 LE COMITE DE PILOTAGE

Le comité de pilotage représente l'instance de suivi pour l'exécution de la présente mission composé de représentants de PSL et de représentants du titulaire. Sa composition est unique, c'est-à-dire que les mêmes membres participent aux deux entités. Toutefois, il siège lors de réunions clairement distinguées pour chacune des parties. Sa composition est la suivante :

- Le délégué à la protection des données de l'Université/ Fondation PSL ; la Directrice Générale des services, le Directeur des services adjoint, le Directeur des Systèmes d'information ;
- Pour le titulaire : le chef de projet et le responsable opérationnel des prestations.

En fonction de l'ordre du jour du Comité de pilotage, une ou plusieurs personnes représentant une Direction de l'Université PSL pourra être conviée.

Le titulaire convoquera le comité de pilotage tous les deux (2) mois, sauf en cas d'urgence. Les réunions se tiendront idéalement le même jour, et, dans la mesure du possible, se succéderont afin d'optimiser l'organisation et la gestion du temps.

Dans cet intervalle, le titulaire devra s'adresser au Délégué à la protection des données en cas de difficultés d'exécution de la mission.

L'urgence est principalement liée à des circonstances extérieures ou internes à PSL qui entravent le bon déroulé de la prestation. Elle peut aussi tenir à des circonstances liées directement ou indirectement au titulaire et qui impactent le bon déroulé de la mission notamment en termes de calendrier et de qualité des livrables attendus. Dans un tel cas, le titulaire devra convoquer le Comité de pilotage dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrables suivants la connaissance ou la survenance de l'évènement créant une situation d'urgence.

Le premier Comité de pilotage se tiendra au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la notification du marché.

L'ordre du jour du Comité de pilotage est proposé par le responsable opérationnel de la mission au minimum huit (8) jours calendaires avant la date de la réunion. Cet ordre du jour est validé et le cas échéant complété par l'Université /Fondation PSL dans un délai de trois (3) jours ouvrés.

En fonction de l'ordre du jour du Comité de pilotage, une ou plusieurs personnes représentant une Direction de l'Université PSL pourra être conviée. Il appartiendra à l'Université PSL de s'en charger et d'en avertir le titulaire dans un délai raisonnable avant la tenue de la séance.

Le compte rendu de chaque séance du Comité de pilotage est à la charge du titulaire. Ce dernier devra le transmettre aux membres du Comité de pilotage dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de la réunion. PSL dispose d'un délai de trois (3) jours ouvrés pour faire des demandes de corrections. Il indiquera dans ce cas au titulaire le délai en jour ouvrés pour transmettre le compte rendu corrigé.

Le Comité de pilotage a principalement pour objet :

- D'approuver lors du premier Comité le calendrier définitif d'exécution présenté par livrable selon les modalités et conditions définies à l'article IV ci-avant ;
- D'assurer le suivi de l'exécution de la mission sur la base de reporting écrits ;
- De définir des actions en cas de difficultés d'exécution entravant le bon déroulé de la mission (en cas d'urgence notamment) ;
- De veiller au respect du calendrier d'exécution de la mission dans la limite de la durée maximale de la mission (une année courant à compter du démarrage de la mission) en ce compris les dates de remise des livrables ;
- De définir les exigences/prescriptions à reprendre par le titulaire en cas de rejet ou d'ajournement d'un livrable et d'en fixer un délai raisonnable de reprise.

VII. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, citées par ordre de priorité décroissante :

- Les actes d'engagement et leur annexe financière prenant la forme d'une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (ci-après « DPGF »)
- L'offre du titulaire comprenant le mémoire technique.
- Les Cahiers des Clauses Particulières (C.C.P)
- Le CCAG-FCS (Fournitures courantes et services), défini par l'Arrêté du 31 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché ;
- Les normes du secteur en vigueur ;

VIII. PRIX DU MARCHE

VIII.1 FORME ET DETERMINATION DU PRIX

Le présent marché est conclu sur la base de prix fermes et non-révisables pendant la première année du marché. Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C. S, les prix présentés par le titulaire dans le cadre de son offre sont réputés comprendre tous les frais et taxes afférents au présent contrat ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les frais de gestion, les frais de quittance, les commissions de courtage, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

En cas de cotraitance, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

IX. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

IX.1 MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements seront effectués dans un délai de trente (30) jours suivant l'admission de chaque livrable, sur la base de l'offre du titulaire et selon l'échelonnement des paiements décrit dans son offre.

Il est précisé que, pour chaque entité concernée, le recensement des traitements de données et l'établissement du registre des traitements pour l'Université PSL et la Fondation PSL devront, respectivement, représenter 40 % du montant total de la prestation globale. De plus, le suivi du marché ne pourra excéder 5 % du montant total du marché.

IX.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Les factures afférentes aux demandes de paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier (Université et Fondation)
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- le relevé d'identité bancaire,
- le numéro du marché, le numéro du lot et son intitulé,
- la date d'exécution des prestations,
- la nature des prestations exécutées,
- le montant hors taxe des prestations en question après application de la variation de prix,
- le cas échéant : la mention des précomptes, retenues et escomptes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations livrées ou exécutées,
- la date de facturation.

Les factures adressées à l'Université seront transmises via le portail public de facturation CHORUS PRO :

<https://choruspro.gouv.fr>

Et à l'adresse ci-dessous pour les commandes passées par la Fondation

Factures@psl.eu

- En cas de cotraitance : la signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement à lui payer directement.
- En cas de sous-traitance :
 - o Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé,

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur,
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé,
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant,
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement,
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe,
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant,
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Les délais maximaux de paiement et leur mise en œuvre sont soumis au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir le plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le délai de paiement est systématiquement suspendu en cas d'erreur dans la facturation. Les factures erronées sont retournées au titulaire concerné pour correction.

Le taux des intérêts moratoires est celui du refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de 8 points.

X. CONFIDENTIALITE

En raison des prestations qui sont décrites dans le cadre du présent marché, le titulaire a l'occasion d'avoir à connaître des informations stratégiques et confidentielles relatives à PSL.

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services de PSL et des données médicales des étudiants. Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale d'informations sensibles et/ou confidentielles et remise de documents sans l'accord préalable de PSL.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Toute violation par le titulaire de son obligation de confidentialité entraînerait irréfragablement l'engagement de sa responsabilité, ainsi que la résiliation pour faute du présent marché.

XI. TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire du marché sera amené à collecter régulièrement des données personnelles comme sous-traitant au sens du Règlement Général européen n°2016/79 pour la protection des données personnelles (RGPD).

En raison des prestations qui sont décrites dans le cadre du présent marché, le titulaire a l'occasion d'avoir à connaître des informations stratégiques, confidentielles et des données personnelles relatives à PSL.

Sans être exhaustif pourront notamment être collectées :

- les données RH/ informatique ;
- -les données des inventeurs / liées aux relations fournisseurs et aux relations partenaires ;
- -les données concernant les étudiants y compris des données de santé et les sanctions disciplinaires ;
- -les données liées à la communication (site web/ newsletter, liste de contacts) ;
- -les données liées aux donateurs et prospects (base de données).
- les données personnelles des agents et des étudiants de l'Université PSL.

Les Parties reconnaissent qu'un nombre important de ces données constituent des données sensibles au sens de l'article 9 du RGPD. Le titulaire s'engage donc à collecter le consentement explicite de chaque usager aux services découlant du présent marché (services de prévention et/ou services de soins).

XI.1.1 OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

L'ensemble des prestations délivrées dans le cadre du présent marché devront être conformes au règlement général pour la protection des données, comprenant notamment le respect des droits des usagers, le respect des mesures de sécurité et la mise en œuvre des études d'impact nécessaire.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles utiles afin de préserver la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnelles et ainsi empêcher qu'elles soient divulguées, endommagées, perdues, corrompues ou encore transmises à des personnes non-autorisées ;
- Ne procéder à aucun transfert des données en dehors de l'espace économique européen sans l'accord préalable écrit de PSL ;
- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instruction documentée PSL, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le sous-traitant est soumis. Dans ce cas, le titulaire informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- Ne pas recruter un autre sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, du responsable du traitement. Dans le cas d'une autorisation écrite générale, le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, donnant ainsi au responsable du traitement la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements ;

- Dans le cas où le titulaire ferait appel à un autre sous-traitant, il prend garde à ce que ce dernier applique les mêmes garanties quant au traitement, à la gestion et à la sécurité des données personnelles qui lui seraient confiées ;
- Ne prendre aucune copie des données qui lui sont confiées, exceptées celles strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
- Ne pas utiliser les données à d'autres fins que celles recherchées par le présent marché ;
- Ne pas divulguer ces données à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales quelle qu'elles soient, sauf obligation légale ;
- Notifier sans délai à PSL tout endommagement, divulgation, communication non-autorisée, perte ou toute autre altération des données, quelles qu'elles soient ;
- Selon le choix de PSL, supprimer toutes les données à caractère personnel ou les renvoyer au responsable du traitement au terme de la prestation de services relatifs au traitement, et détruire les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel ;
- Mettre à la disposition de PSL toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;
- Assurer le respect du droit d'accès, de rectification et le cas échéant de portabilité et de suppression des usagers. Le titulaire indique clairement aux usagers les modalités d'accès à leurs droits en matière de données personnelles.

Le titulaire déclare être parfaitement informé des obligations qui lui incombent conformément à la réglementation sur la protection des données.

En cas de cessation des relations contractuelles et ce pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'engage, au choix du Responsable de traitement, à :

- Supprimer les Données Personnelles en sa possession ;
- Restituer lesdites Données Personnelles au Responsable de traitement ;
- Restituer lesdites Données Personnelles à un autre sous-traitant désigné par le Responsable de traitement.

En cas de restitution, le titulaire détruira toute copie des Données Personnelles restituées dans les plus brefs délais et informera par écrit le Responsable de traitement de cette destruction.

Le titulaire s'engage également, dans toute la mesure du possible, à aider le Responsable de traitement :

- dans la réalisation de toute analyse d'impact des traitements liés au Service si celle-ci s'avérait nécessaire en application de la Règlementation ;
- en cas de consultation préalable de la CNIL.

XI.1.2 SECURITE ET VIOLATION DES DONNEES PERSONNELLES

Les mesures de sécurité et les garanties techniques et organisationnelles appropriées destinées à la protection des Données Personnelles sont mises en œuvre par le titulaire.

En cas de violation de Données Personnelles constatées par le titulaire, ce dernier notifie par courriel à PSL une telle violation dans les plus brefs délais de sorte que le Responsable de traitement puisse notifier, si nécessaire, une telle violation à la CNIL dans les 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute information utile afin de permettre au Responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL ainsi qu'aux usagers concernés par cette violation de données.

XII. ASSURANCES

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève des prestations fournies dans le cadre du présent marché. En conséquence, le titulaire contractera auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, toutes assurances propres à couvrir totalement les responsabilités encourues par lui en vertu du marché, notamment la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

XIII. PENALITES

Pour tout retard au délai de livraison des prestations et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS PSL pourra appliquer sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

Nature du manquement	Pénalité associée
Retard de livraison des livrables définis à l'article IV du CCP	100 euros par jour de retard conformément au planning définitif approuvé par le comité de pilotage
Le titulaire convoquera le Comité de pilotage tous les deux (2) mois sauf urgence.	100 euros pour non-convocation du comité de pilotage
Non transmission du Compte rendu des comités de pilotage dans le délai de 5 jours	En cas de retard, une pénalité de 200 euros par jour de retard sera appliquée.
Non transmission du Compte rendu corrigé dans les délais indiqués par PSL	200 euros par jour de retard.
Respect du calendrier général de la mission proposé par le titulaire et validé par le comité de pilotage	300 euros par jour de retard

Pénalités pour livrable non conforme en termes de qualité/ contenu tel que défini dans le mémoire technique du titulaire	200 euros par livrable non conforme
Pénalités de retard pour non-remplacement de l'intervenant dans les délais selon les modalités prévues à l'article VI 3	200 euros par jour jusqu'à l'acceptation du remplaçant par PSL selon les modalités prévues à l'article VI 3

XIV. RESILIATION DU MARCHÉ

Seules les stipulations au chapitre 7 du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

XV. DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

XVI. RECOURS

En cas de litige entre les parties contractantes, le tribunal administratif de Paris sera seul compétent.

XVII. DEROGATION CCAG

Le présent CCP déroge à son article XIV à l'article 14.1 du CCAG FCS.